Afrique

Le Mali accuse la France d'armer les terroristes et saisit l'ONU



Publié le : 17/08/2022 - 14:26 Modifié le : 17/08/2022 - 14:29

Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop, ici à Moscou le 11 novembre 2021. © Yuri Kochetkov / AFP

Texte par : David Baché

2 mn

Le Mali à nouveau à l'offensive contre la France, cette fois devant les Nations unies. Alors que le retrait de la force Barkhane s'est achevé en début de semaine, le ministre malien des Affaires étrangères a écrit une lettre au Conseil de sécurité de l'Onu pour dénoncer des violations de l'espace aérien du Mali. Abdoulaye Diop accuse aussi l'armée française de soutien aux jihadistes. L'information a été révélée par nos collègues de Jeune Afrique, mais RFI a pu, elle aussi, se procurer cette lettre.



Les accusations du ministre malien des Affaires étrangères ne sont pas légères : la France fournirait des armes, des munitions et du renseignement aux terroristes jihadistes sévissant au Mali. La lettre écrite par Abdoulaye Diop est datée du 15 août, le ministre commence par y énumérer une série de cas présentés comme des « violations répétitives et fréquentes de l'espace aérien malien par les forces françaises » : « drones, hélicoptères ou avions de chasse » auraient survolé le Mali « sans autorisation » de Bamako.

Une cinquantaine de cas auraient été enregistrés depuis le début de l'année. Abdoulaye Diop dénonce des « activités d'espionnage » et, plus grave encore, de « colis largués » par l'armée française, comme à Labezanga le 8 août dernier.

Le Mali disposerait, selon le ministre Diop, de « plusieurs éléments » prouvant que ces incursions illégales dans le ciel malien ont « servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes » « et pour leur larguer des armes et des munitions. »

Il y a une semaine, après l'attaque du camp de Tessit qui a coûté la vie à 42 soldats maliens, l'armée malienne affirmait avoir enregistré « des opérations clandestines et non coordonnées de survol » prouvant que les terroristes -en l'occurrence la branche sahélienne du Groupe État islamique- avaient bénéficié « d'un appui majeur et d'une expertise extérieure. »

Aucune réaction officielle de la France à ce stade

En avril dernier, le Mali avait déjà dénoncé les violations de son espace aérien par l'armée française. C'était juste après l'épisode du **charnier de Gossi** : des corps enterrés près d'un camp militaire rendu par Barkhane aux forces maliennes. Charnier attribué par le Mali aux soldats français et par la France à l'armée malienne et aux mercenaires russes du groupe Wagner. Paris avait alors démenti toute violation de l'espace aérien malien et dénoncé des tentatives de « désinformation. »

Dans sa lettre, le chef de la diplomatie malienne demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU et menace : « en cas de persistance de cette posture qui porte atteinte à la stabilité et à la sécurité de notre pays, le Mali se réserve le droit de faire usage de la légitime défense. »

► Réécoutez la chronique des dessous de l'Infox : À Gossi, mise en scène d'un charnier pour discréditer l'armée française

EGALEMENT SUR RFI

Le commandant de la force Barkhane dénonce des accusations «insultantes» du Mali

Kenya: William Ruto promet un gouvernement «transparent» qui «rend des comptes»

Niger: déploiement des forces de sécurité pour empêcher une manifestation du M62

Burkina Faso: un engin explosif blesse une personne à l'université

REPORTAGE 17/08/2022

de Ouahigouya

En Tunisie, la numérisation des journaux de la Bibliothèque nationale pour ouvrir l'héritage

17/08/2022 RDC: seize morts dans l'attaque d'un site minier en Ituri
Un bateau de céréales pour l'Afrique: «la Corne de l'Afrique a un besoin urgent d'aide alimentaire»
Nigeria: l'inflation s'envole pour atteindre son plus haut taux en 17 ans
17/08/2022 Sénégal: Amnesty International pointe la dégradation du maintien de l'ordre lors des manifestations
Congo-B: le PCT, vainqueur des législatives, garde la main haute sur le Parlement
∩ Gabon: Ali Bongo a de «grandes ambitions» pour son pays «pour les mois et les années à venir»
Présidentielle au Kenya: prudence des observateurs d'Elog qui qualifient de «cohérents» les résultats annoncés

